NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 30 novembre 2020

Leur « sécurité globale » nous révolte !

Face à la loi de prétendue « Sécurité globale », ce ne sont pas moins de 70 manifestations qui ont eu lieu ce week-end, rassemblant cent trente mille personnes dans les rues selon la police, et probablement bien plus. Un raz-de-marée à Paris, et partout des foules compactes. Des pancartes faites maison : « Pas vu pas pris », « floutage de gueule », « on vous voit » !

On en a plein la vue

Un projet de loi osant proposer que les journalistes ou toute autre personne ne puissent plus filmer et montrer les violences policières. Sous prétexte que ce serait malveillant !

Malveillantes les images de la chasse de migrants à la rue dont les flics ont détruit les abris construits dans la débrouille à Porte de Paris à Saint-Denis ? Malveillant de montrer des flics tabassant et arrachant les tentes de migrants place de la République à Paris ?

Quelques jours plus tard, des images provenant de la vidéosurveillance du studio d'enregistrement de Michel Zecler, producteur de musique – noir – qui se fait longuement passer à tabac… Quinze minutes de coups et d'insultes racistes. Puis on voit le studio pris d'assaut à coups de grenade lacrymogène, grâce à des voisins éberlués par ce déchaînement de violence, qui ont filmé toute la scène.

Face aux mensonges éhontés des policiers sur le déroulement des événements, heureusement qu'il y avait des images !

De « I can't breathe » à « J'étouffe »…

Comme aux États-Unis avec la vidéo insoutenable de la mort de George Floyd, ce sont les images qui cristallisent la révolte. Tout ce que Macron a su bredouiller, pour répondre à l'indignation générale, c'est que ces images « nous font honte »…

Quant au ministre de l'Intérieur, Darmanin, il parle de révoquer les policiers mis en cause, ils seraient déférés devant la justice. C'est pourtant lui qui est à la tête de la chaîne de commandement et continue à défendre son projet de loi qui leur assure l'impunité.

Fin juillet, il osait affirmer : « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe » ! C'est pourtant Cédric Chouviat qui est mort étouffé par les flics en janvier dernier, lors d'un contrôle routier. Sa faute ?

Avoir voulu filmer son contrôle.

Car ces violences policières n'ont aucun caractère d'exception ou de « bavures »… Elles sont habituelles. On les connaît dans les quartiers populaires, l'affaire Théo qui va être jugée prochainement le rappelle. On les a vécues lors des luttes de ces dernières années contre la loi Travail sous Hollande et Valls, durant les grèves cheminotes et étudiantes de 2018, puis lors des manifestations des Gilets jaunes, et encore contre la réforme de nos retraites à l'hiver dernier.

Insécurité sociale… colères globales

Cela fait quelques années en effet que les mobilisations s'enchaînent et que le gouvernement y répond par une répression accrue, dont les moyens militaires et légaux se perfectionnent : LBD, grenades lacrymogènes, violences policières, auxquelles s'ajoutent lois, décrets ou règlements plus ou moins légaux destinés à nous dissuader d'aller manifester notre colère et nos exigences. Autant d'atteintes à une liberté d'expression déjà bien entamée pour les classes populaires, ceux détenant les grands médias étant ceux qui en ont les moyens financiers.

Face à la crise sanitaire actuelle, sa gestion catastrophique, le manque de moyens dans les hôpitaux, les salaires amputés, les précaires licenciés, la situation sociale va continuer à se tendre. Les licenciements massifs qui sont annoncés tous les jours sont le signe d'une terrible montée du chômage et d'une baisse drastique de notre niveau de vie.

En France, comme à l'échelle internationale, la bourgeoisie anticipe les mouvements sociaux qu'elle craint. Mais à force de serrer la vis pour éviter l'explosion sociale, elle ne peut qu'amplifier la colère.

On ira jusqu'au retrait, scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, retrait de la loi toute entière, retrait du ministre de l'Intérieur et d'autres… et pourquoi pas, retrait de leur sale politique, qui consiste à faire payer la crise aux plus pauvres !

La 2ème vague de l'épidémie se terminerait : la surcharge de travail et le sous-effectif non !

En Court-Séjour Gériatrique, les renforts dans un service où il faut jongler entre patients « covid » et patients « non-covid » ne sont pas toujours là. Et ces maigres renforts ne devraient-ils pas être intégré dans les effectifs de base ? Comment soigner en respectant les mesures d'hygiène sans les moyens adéquats comme un nombre de collègues conséquents ?

Il n'y a pas de petites économies

Les « faisant fonction » comme les Adjoints Administratifs (AA) embauchés sur des postes d'Adjoints Médico-Administratifs (AMA) sont encore de basses économies : celles qui raclent les bas salaires. Et pour le bénéfice de qui ?

Et notre sécurité à nous, on en parle ?

Macron veut dépenser 4 millions supplémentaires en menottes, 1,5 millions en LBD, et on fait pas la liste des armes avec lesquelles les flics sont de plus en plus équipés. Et pour la sécurité sanitaire ? On manque de draps à l'hosto ! Nos blouses reviennent difficilement de la lingerie.

On va régulièrement faire la manche de service en service pour essayer d'avoir le matos qu'il nous faut. Pour « bénéficier » de la mesure de télétravail occasionnel, les collègues Assistantes Sociales ont dû se démerder pour essayer de s'équiper ! Qu'ils arrêtent de se moquer de nous !

Leur sécurité n'est pas la nôtre

On nous parle de protection ? Qu'en est-il de la sécurité de l'emploi ? De l'embauche générale des contrats précaires ? Les CDD, les vacataires…

Bien sûr, toutes ces mesures n'ont pas leur place dans la « loi de sécurité (pourtant) globale » qui ne défend que l'ordre social actuel et toutes ses inégalités.

Migrants chassés par la République

Le sort inacceptable réservé aux migrants et sans abris a encore une fois été rendu visible lors du démantèlement du camp de 2500 personnes de Porte de Paris il y a 2 semaines.

Les camps, qui abritent des centaines voire des milliers de personnes dans des conditions indignes, se font démanteler en pleine nuit, sans que suffisamment de places d'hébergement soient prévues. Ceux qui restent se font disperser par la police sous les gaz lacrymogènes puis harcelés quotidiennement pour les déloger de tous les abris de fortune qu'ils ont pu se procurer. Un harcèlement qui s'accompagne de coups et d'insultes comme on a pu le voir sur la place de la République la semaine dernière.

Lydia Veyrat finalement régularisée !

Cette Béninoise, travaille comme aide-soignante dans un Ehpad en Isère. Le préfet voulait l'expulser : pas assez insérée dans la société française...

Le tribunal administratif jugeait que cette expulsion ne portait pas atteinte à sa vie privée et professionnelle. La pression de ses collègues, la pétition qui a circulé dans le monde médical et le tollé médiatique ont eu raison de ce scandale.

Maternité en grève à Bordeaux

Depuis plus d'une semaine, les salariés de la maternité du CHU de Bordeaux sont en grève. Revendications : embauches et salaires. Aussi des demandes par rapport au délabrement des locaux et des travaux qui n'arrivent pas.

Des problèmes locaux portés par des salariés qui se battent et qui sont ceux de beaucoup d'autres à travers le pays... Une politique globale à combattre partout où l'on est.

Les manifs continuent

Des collègues du médico-social et du social se mobilisent à différents endroits du territoire pour notamment des augmentations de salaires, au minimum égales à celles concédées aux hospitaliers à la suite des mobilisations du printemps et d'avant.

On pourrait bouger ensemble pour les 300 euros, les embauches et tout le reste. Prochaines mobilisations, jeudi 3 et samedi 5 décembre avec une nouvelle manif contre la « sécurité globale ».

Vaccins : la science, le doute… et le fric !

Travaillant dans le sanitaire, nous sommes nombreux à connaître les bénéfices que peuvent permettre les vaccins notamment pour éradiquer des maladies mortelles (la variole par exemple).

On espère donc que les résultats annoncés seront confirmés et qu'ils n'ont pas été « gonflés » pour doper le cours de l'action Pfizer et autres Moderna… Si les premiers vaccins sont prêts, que les bénéfices/risques sont correctement évalués, réjouissons-nous.

Mais soyons clairs, nous accepterions plus facilement de servir de cobayes si les commandes n'étaient pas aux mains des magnats de l'industrie pharmaceutique, autrement dit si l'industrie du médicament était socialisée et étroitement contrôlée par la population.